

CHAMBRE FEDERALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BURUNDI



RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL DE LA CFCIB

2023-2024

Bujumbura, Juillet 2024

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	
CHAPITRE I. RAPPEL DE LA GENESE, DES OBJECTIFS ET DU CADRE	
JURIDIQUE ET ORGANISATIONNEL DE LA CFCIB	
CHAPITRE II. ORGANES DIRIGEANTS DE LA CFCIB	
CHAPITRE III. MEMBERSHIP DE LA CFCIB.....	
CHAPITRE IV. CONTEXTE DE REALISATION DES ACTIVITES DE LA CFCIB AU COURANT DE L'EXERCICE 2023-2024	
CHAPITRE V. SITUATION FINANCIERE DE LA CFCIB.....	

INTRODUCTION

La Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB) est une association sans but lucratif de droit burundais créée au mois de septembre 2008 après refonte de l'ancienne Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et d'Agriculture du Burundi qui remonte aux années 1923. La CFCIB est régie par la loi n°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des Associations Sans But Lucratif au Burundi.

Conformément à l'article 19 des statuts, l'Assemblée Générale est l'organe suprême de la CFCIB. Elle est compétente pour délibérer et prendre des résolutions sur toute question concernant la vie de la CFCIB. Elle est saisie notamment pour :

1. L'adoption ou la modification des statuts ;
2. L'adoption ou la modification du ROI ;
3. L'adoption des Manuels des Procédures.
4. L'élection du Président et du Vice-Président de l'Assemblée Générale et en même temps Président et Vice-Président du Comité Exécutif ;
5. L'élection des autres membres du Comité Exécutif ;
6. L'analyse et l'approbation du rapport d'activité ;
7. L'analyse et l'approbation des plans d'actions annuels et
8. L'adoption du budget annuel de la CFCIB ;
9. L'analyse et l'adoption des états financiers de la CFCIB ;
10. La fixation des cotisations des membres ;
11. La fixation de la rémunération du Commissaire aux comptes ;
12. L'adoption des rapports du Commissaire aux comptes ;
13. Le quitus annuel au gérant quotidien des comptes et au Comité
14. L'adhésion de nouveaux membres
15. La collation de la qualité de membre d'honneur et de membre sympathisant ;
16. La décision de perte de qualité de membre, à quelque titre que ce soit ;
17. La dissolution de la CFCIB

Le présent rapport annuel, destiné au Comité Exécutif, et à l'Assemblée Générale et montre les activités réalisées par la CFCIB au cours de l'exercice budgétaire 2023- 2024 .Le rapport donne les perspectives de l'exercice budgétaire 2024-2025 à travers le Programme de Travail Annuel et Budget y relatif.

Le présent rapport couvre 5 chapitres.

Après avoir rappelé dans le premier chapitre, la genèse, les objectifs et les missions de la CFCIB, il sera décrit dans le deuxième chapitre les organes dirigeants de la CFCIB. Le troisième chapitre sera consacré au membership de la CFCIB. Au quatrième et cinquième chapitre, il sera respectivement développé la présentation des activités réalisées au cours du Semestre et la situation administrative et financière de la CFCIB.

CHAPITRE I. RAPPEL DE LA GENESE, DES OBJECTIFS ET DU CADRE JURIDIQUE ET ORGANISATIONNEL DE LA CFCIB

Le secteur privé burundais a subi les aléas de l'environnement socio-politique du pays. C'est dans ce contexte que des pourparlers et négociations entre les différents organismes du secteur privé du Burundi ont abouti à la création d'une organisation faîtière par l'adoption en septembre 2008 des statuts de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi, CFCIB en sigle.

L'organisation faîtière ainsi créée a pour objet d'initier, proposer et soutenir toutes les actions visant à améliorer l'environnement des affaires en vue du développement du secteur privé.

A ce titre, elle a entre autres pour missions de (d) :

- Concevoir, proposer et contribuer à la promotion et à la mise en œuvre d'une politique générale de développement du secteur privé ;
- Représenter les chambres sectorielles du secteur privé qui la composent en défendant leurs intérêts auprès du Gouvernement, des administrations nationales et locales, des institutions ou organismes publics, semi-publics ou privés, des organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds ainsi qu'auprès des organisations internationales ;
- Apporter aux chambres sectorielles du secteur privé qui la composent toute assistance technique ;
- Mettre à la disposition des entreprises et autres associations du secteur privé des services d'assistance technique, de conseil spécialisé, d'information, de formation et tous services de développement de l'entreprise et des organisations professionnelles du secteur privé ;
- Contribuer à l'instauration des conditions nécessaires au renforcement et à l'accès au crédit commercial, aux exigences de la transparence, à la libre concurrence, à la mise en place d'une législation fiscale incitative au développement économique et social et la lutte contre les pratiques qui nuisent à la stabilité des affaires ;
- Valoriser l'image du secteur privé en général et des organisations professionnelles du secteur privé en renforçant l'éthique de l'acte d'entreprendre ainsi que sa dimension citoyenne ;
- Défendre les opérateurs économiques vis-à-vis de toute pratique délictueuse qui puissent nuire au climat général des affaires ;
- Participer à l'amélioration de l'environnement des affaires en formulant des propositions et des projets concrets au Gouvernement de nature à favoriser les investissements nationaux ou à

attirer des investisseurs privés internationaux au Burundi et assurer le suivi de leur impact sur l'économie ;

- Aider à la mise en relation des opérateurs économiques nationaux avec des partenaires de la sous-région et internationaux ;
- Veiller à la cohésion et à la bonne entente entre ses membres en servant, le cas échéant, d'arbitre en cas de recours des parties à ses bons offices ;
- Susciter ou réaliser elle-même des études économiques en rapport avec les nécessités du moment et répondre à des enquêtes réalisées à l'initiative des pouvoirs publics ou d'autres partenaires ;
- Faciliter la formation pratique des futurs cadres par l'organisation des stages dans des entreprises et des conférences dans les universités et autres institutions d'enseignement spécialisé ;
- Promouvoir le commerce national et international notamment par des manifestations commerciales telles que les foires et l'encadrement de la participation des firmes burundaises à des foires et expositions étrangères ;
- Représenter les opérateurs économiques dans des organisations internationales de commerce ;
- Aider à la normalisation ou à la standardisation des marchandises et au dépôt d'échantillons, contribuer à la vulgarisation et à la mise en place desdits standards et normes.

Depuis Mars 2017, la CFCIB s'est dotée de nouveaux Statuts adaptés à la nouvelle Loi sur les ASBL datant de janvier 2017. Elle a reçu sa Prise d'Acte le 04 Avril 2018 par le Ministre ayant la gestion des ASBL dans ses attributions.

CHAPITRE II. ORGANES DIRIGEANTS DE LA CFCIB

La CFCIB s'est dotée de nouveaux organes dirigeants depuis le 22 juin 2022

18. La Représentation légale

19. Honorable Olivier SUGURU, Président et Représentant Légal

20. Monsieur Déo SIBOMANA, Vice-Président et Représentant Légal Suppléant

21. Le Comité Exécutif

Il est composé de :

22. Honorable Olivier SUGURU Président

23. Mr Déo SIBOMANA, Vice-Président

24. Mr RUTUMO Tharcisse, membre ,Mr Boaz NIMPE a été désigné comme Suppléant

25. Mr Antoine MUZANEZA ,membre

26. Mr Eric HAKIZIMANA, membre

27. Le Comité de surveillance

Il est composé de :

Honorable Joseph , Président

28. Mr Médard MUZANEZA, Membre

29. Mr Emmanuel NTAKIRUTIMANA, Membre

CHAPITRE III. MEMBERSHIP DE LA CFCIB

La CFCIB est constituée par :

1. Onze (14) chambres sectorielles suivantes :

- Chambre sectorielle des commerçants ;
- Chambre sectorielle des mines et carrières ;
- Chambre sectorielle de l'Industrie du Burundi ;
- Chambre sectorielle de l'Art et l'Artisanat ;
- Chambre sectorielle des Transporteurs, des Transitaires et Agences en Douanes ;
- Chambre sectorielle des professionnels du Bâtiment et des Travaux Publics
- Chambre sectorielle des Banques, Assurances, Etablissements Financiers et Micro finance ;
- Chambre sectorielle des prestataires de services ;
- Chambre sectorielle des technologies de l'Information et de la communication
- Chambre sectorielle de l'Agri Business du Burundi ;
- Chambre sectorielle de l'hôtellerie et du tourisme du Burundi.
- Chambre Sectorielle des Transporteurs du Burundi "ATRABU"
- Chambre Sectorielle des Professionnels de la Médecine Libérale " APROMELI.

2. Douze (12) chambres transversales ci-après :

- Chambre transversale des femmes entrepreneurs
- Chambre transversale des jeunes entrepreneurs
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Gitega
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Karusi
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Ruyigi
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Kirundo
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Kayanza

- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Ngozi
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Bubanza
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Cibitoke
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Makamba
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Province de Rumonge.

GRANDES ENTREPRISES

- MUSUMBA HOLDING, CNAC MURIMAWISANGI, SOCIETE ALARME.

CHAPITRE IV. CONTEXTE DE REALISATION DES ACTIVITES DE LA CFCIB AU COURANT DE L'EXERCICE 2020-2021.

Le contexte dans lequel la CFCIB a réalisé ses activités au courant de l'exercice 2023- 2024 aura été principalement caractérisé par :

30. Le fonctionnement des organes de la CFCIB ;

La recherche de financements pour l'accomplissement du Plan Stratégique de la CFCIB ;

La participation aux Fora Régionaux et Internationaux ;

31. La participation aux Foires Internationales suivi de signatures de Mémoire d'Entente " MoUs"

Le suivi des projets en cours notamment le Projet de TRADE MARK WOMEN IN TRADE avec la Plateforme **ISOKO**

32. Le Projet ENABEL sur la Formation Professionnelle

L'insuffisance du personnel notamment l'absence d'un Directeur des Projets et Programmes et d'un Directeur chargé du plaidoyer.

Le Recrutement du Directeur de la Communication et du Marketing a connu des problèmes suite à une situation judiciaire du candidat retenu.

Pour les mêmes raisons, le recrutement de deux techniciens de la Radio CCIB FM + ont connu des retards.

Néanmoins, le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Économique vient d'approuver le recrutement du Directeur de la Communication et du Marketing, de deux Techniciens et d'un chauffeur.

IV.1. DU FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE LA CFCIB

Deux réunions du Comité Exécutif ont été tenues.

Il n'y a pas eu d'assemblée générale de la CFCIB due notamment à la santé du Secrétaire Général de la CFCIB qui est tombé malade à deux reprises.

IV.2. DE LA POURSUITE DE RECHERCHE DE FINANCEMENTS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DU PLAN STRATEGIQUE DE LA CFCIB

Au cours de l'exercice 2023- 2024, la CFCIB a bénéficié de très peu d'appuis de la part des Partenaires Techniques et Financiers :

- Il ya eu la poursuite du Projet de TRADE MARK AFRICA Women in Trade
- Poursuite du Projet ENABEL sur la Formation Professionnelle, un projet impliquant 5 chambres sectorielles de la CFCIB
- Suivi des Projets en cours notamment le Projet Régional de Développement Agricole Intégré dans la Région des Grands Lacs " PRDAIGL ", le Projet PACEJ pour l'entreprenariat des jeunes et des femmes, le Projet de Facilitation du Commerce et Intégration dans les Grands Lacs " PFCIGL, le Projet PRETE

IV. DE LA PARTICIPATION AUX FORA REGIONAUX ET INTERNATIONAUX.

1. Organisation d'un Forum d'affaires à Bukavu en RDC du 03 au 05 juillet 2023

Signature d'engagement de mise en œuvre des recommandations issues du Forum

Mise en place d'un Comité Mixte Burundi-RDC

2. La CFCIB a signé des Mémoires d'Entente avec les Chambres de Commerce du Qatar et du Maroc

3. Participation à la Foire Mondiale du Qatar

4. Participation à plusieurs ateliers au sein de la Communauté Est Africaine sur l'intégration Est Africaine et sur la Zone Libre d'Echange Continentale Africaine

5. Participation sur des formations sur la ZLECAF

6. Participation au Travaux du Forum du Secteur Privé de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs " CIRGL" à Lusaka en Novembre 2023

7. Participation des Artistes et Artisans à l'exposition régionale JUA KALI NOUVELLE KAZI, DAR ES SALAAM , Fin juin - début juillet 2024

8. Participation du Secrétaire Général à la Formation des Formateurs sur la ZLECAF à ARUSHA, juin 2024

9 Formation en CHINE , Chambres de Commerce et d'Industrie Africaines d'expression française : Le Vice-Président de la Chambre Provinciale de NGOZI et la nouvelle Vice-Présidente de l'AFAB ont participé à la formation

10. Participation au Comité Régional de Pilotage de MARKUP 2ème Phase, ARUSHA, Mai 2024

11. Participation aux réunions de l'East African Business Council

12. Participation au COMESA BUSINESS FORUM dans le cadre du 16 ème Sommet des Chefs d'Etat.

IV. FORAS NATIONAUX, CTS,,CP DES PROJETS, PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

A. FORAS NATIONAUX

1. Forum du Secteur Privé UMUZINGA DAY 2ème Édition, 27- 28 novembre 2024.

2. Organisation de la Compétition des Métiers UMWUGA AWARD 1ère Édition dans le cadre du Projet ENABEL sur la Formation Professionnelle, octobre 2023.

2. Problématique de financement des PME, Septembre 2023

3. Rencontre du Secteur Privé Burundais avec le Chef de l'Etat à Muyinga, Novembre 2023

4. Organisation de la Journée du Contribuable en collaboration avec l'OBR , décembre 2024

5. Organisation du Salon Industriel en collaboration avec l'AIB

6. États Généraux sur le Tourisme, mars 2024

7. Etats Généraux sur le Transport Intérieur et la Sécurité routière, mai 2024

8.CFCIB- AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT-AFD- : Préparation d'un Projet d'une École Professionnelle Régionale à CANKUZO

9 Rencontres avec la Banque Mondiale, Société Financière Internationale, Fonds Monétaire international sur la situation économique actuelle et les appuis au Secteur Privé Burundais.

10. Participation de la CFCIB à la semaine du Banquier, Décembre 2023

11.Participation aux journées de déclaration de politique monétaire de la Banque Centrale (chaque trimestre)

12. Participation à la visite d'une délégation chinoise de la Province de SICHUAN. Décembre 2023

13 . Rencontre du Chef de l'Etat avec le Secteur Privé Burundais, novembre 2023, Muyinga

14.Participation du Secrétaire Général aux réunions du Country Policy Institutional Assessment (CPIA)

15. Organisation de plusieurs réunions et ateliers sur le cadre légal et réglementaire du Secteur des TICs (CFCIB, Chambre sectorielle des TIC, Ministère en charge des TIC

16. Suivi et contributions à la mise en place du Cadre de dialogue public-privé au Burundi : le dossier a été approuvé par le Conseil des Ministres

17. Organisation d'une journée Export Day dans le cadre du Commerce Transfrontalier Burundi-RDC

18. Plusieurs réunions avec la Banque Mondiale, Société Financière Internationale, FMI dans la recherche des solutions pour appuyer le secteur privé.

19.Suivi du projet Portail D'informations Commerciales (International Trade Center- OBR)

20.Participation à plusieurs ateliers organisés par l'ADB comme présentateurs et panélistes

21. Organisation et préparation du Business Week (Business Summit, Women leaders Summit, Youth leaders Summit, Medias Summit)

22. Partenariat Académique Public-Privé : Participation aux ateliers organisés par L'université du Burundi : Présentateurs, Panélistes

23. Atelier de sensibilisation sur les produits du Fonds de Solidarité Africain.

24. Participation du Secrétaire Général aux réunions trimestrielles du Comité Technique de l'Information Statistique " CTIS" (Institut National de la Statistique du Burundi)

25. Atelier sur le nouveau programme ENABEL 2024- 2028, Projet de Formation et Insertion Professionnelle " **UMWUGA N'AKAZI**, mai 2024

26. Préparation de la deuxième compétition des Métiers UMWUGA AWARD , mai 2024

27. Plusieurs réunions en mode virtuel dans le cadre de l'EABC, COMESA BUSINESS COUNCIL, etc.

CTS, CP, CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Président,le Secrétaire Général, le DAF, certains Présidents des chambres sectorielles et transversales participent régulièrement aux réunions trimestrielles des projets ci- après:

PRETE

PRDAIGL

PACEJ

PFCIGL

BURUNDI BUSINESS INCUBATOR

WOMEN IN TRADE

MARKUP

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DU BURUNDI

IV.5. DE L'INSUFFISANCE DU PERSONNEL

Depuis le mois d'août 2013, le département de la CFCIB en charge des Projets et Programmes n'existe plus faute de financement pour la prise en charge de la rémunération de son Directeur jusque-là financée sous le budget de la Banque Mondiale à travers le projet PSD.

- Suite à l'absence de ce Directeur, certaines activités deviennent difficiles à réaliser voire paralysées. On citerait notamment :

- 33. L'élaboration des projets à soumettre aux bailleurs ;
- 34. L'initiation des études économiques sur le secteur privé ;
- 35. La recherche des financements des projets et programmes de renforcement des capacités des opérateurs économiques ;
- 36. La production des notes de prise de position de la CFCIB au titre de plaidoyer ;
- 37. L'encadrement et le suivi des activités des antennes provinciales de la CFCIB ;
- 38. La mise en œuvre des accords de coopération avec les institutions consulaires étrangères ;
- 39. Etc.

Le rétablissement du département des Projets et Programmes s'avère plus qu'urgent pour le bon fonctionnement et l'accomplissement des missions de la CFCIB.

Il faut que les Projets en cours de négociation ou à venir puissent prendre en charge la rémunération de cette unité.

- L'absence d'un Directeur chargé du plaidoyer a des conséquences néfastes sur le dialogue public privé. En effet des lois et règlements à quelques exceptions sont adoptées par le Gouvernement et le Parlement sans contribution du secteur privé.
- L'absence d'un cadre informaticien (IT). Ceci a eu pour conséquences notamment :
 - Des problèmes dans la gestion du site web de la CFCIB ;
 - Des problèmes dans l'alimentation et la mise à jour des données du site web et des réseaux sociaux de la CFCIB.
- La nécessité d'un agent du marketing pour la Radio CCIB FM+, le démarchage des entreprises et le sponsoring
- **Il faut noter cependant que depuis mai 2024, une Assistante du Secrétaire Général a été engagée pour épauler ce dernier dans les nombreuses tâches qui lui incombent.**

La Présidence de la CFCIB a négocié un contrat avec TRADE MARK AFRICA.